

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 187, 15 septembre 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion et action sociale

• Développement social : les départements à l'épreuve du réel.

Jean-Louis Sanchez.

Observatoire national de l'action sociale (Odas).

Septembre 2016. 106 p. @

Aujourd'hui, la vulnérabilité dans ses trois dimensions (économique, relationnelle, identitaire) progresse considérablement. Le développement de liens et de repères s'avère plus nécessaire que jamais. Ce rapport montre l'existence de nombreuses possibilités d'amélioration stratégique, en matière d'organisation, d'observation et de management. Ce qui requiert de s'appuyer davantage sur la dimension éthique du développement social : la réactivation des valeurs d'écoute, d'entraide et de respect.

• Des citoyens décideurs, régénérateurs de démocratie.

Acteurs Publics, in. « Dossier décision publique » ; sept. 2016. 11 p.

Au sommaire : les technologies citoyennes renouvellent le logiciel démocratique ; entretien avec Yves Sintomer, professeur de science politique à Paris VIII et spécialiste de la démocratie participative, sur le processus de décision en France qui est souvent positionné hors de portée des citoyens...

• L'action sociale se réinvente.

I. Raynaud ; C. Maisonneuve ; A. de Vogüé.

La Gazette des communes (dossier), n° 34, septembre 2016. pp. 32-39.

Au sommaire : des évaluations des politiques publiques pour que chaque euro soit bien dépensé ; mutualiser, une solution plus complexe qu'il n'y paraît ; recentrer les fonds sur les publics prioritaires.

• Rapport sur la mise œuvre de la mission sur les immigrés âgés.

Alexis Bachelay

Assemblée nationale - Commission des Affaires sociales.

Juillet 2016. 52 p. @

Au sommaire : l'accès au territoire et à la nationalité ; le logement ; l'accès aux droits sociaux.

Collectivités territoriales

• Les nouvelles régions et leurs territoires : repères pour l'action économique. 14 synthèses régionales pour nourrir les débats région-communautés.

Assemblée des communautés de France (AdCF). Juillet 2016. 147 p. @

L'AdCF a souhaité mettre à disposition des décideurs publics locaux des « portraits régionaux » constitués de quelques éléments d'analyse qui permettent une approche comparée des régions métropolitaines et des collectivités d'Outre-Mer. L'ambition est d'éclairer les débats qui interviendront au second semestre 2016 sur la réorganisation du développement économique local et l'élaboration des stratégies économiques des collectivités.

Projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Présenté par J.-M. Baylet, ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales.

Dossier de presse. 14/9/2016. 16 p. @



A lire également : L'avis du Cese @

• Les finances des collectivités locales en 2015 et 2016.

DGCL.

Bis, Bulletin d'informations statistiques, n° 111, 8/2016. 6 p. @

Culture - Patrimoine

• Le label « Ville et Pays d'art et d'histoire » en France : une double opérativité symbolique du patrimoine.

Nicolas Navarro.

Communiquer, n° 16, 2016. pp. 51-64. @

La création du label « Ville et Pays d'art et d'histoire » en France interroge la dimension communicationnelle du patrimoine dans un contexte de municipalisation des politiques patrimoniales. Ce label manifeste ainsi la montée en puissance du rôle des collectivités locales, illustrant une nouvelle répartition des tâches entre celles-ci et les administrations centrales du ministère de la Culture.

Développement économique

• Créer les centres-villes et bourgs de demain.

Agnès Fernandez.

Maires de France, sept. 2016. pp. 36-39. @

Nombre d'élus voient le cœur de leur commune se dépeupler et perdre ses commerces. Mais des exemples de redynamisation montrent qu'on peut inverser cette tendance. Il s'agit de redonner de l'attractivité au centre en l'adaptant à la vie d'aujourd'hui, en prenant en compte la mobilité, l'amélioration des logements...

• Redynamisons nos centres-villes !

Redynamiser les centres villes, mais pourquoi ? Le point de vue de Frédéric Leturque, maire d'Arras, Secrétaire Général de Villes de France. [Vidéo] @

Longtemps, on a considéré qu'une ville dynamique était une ville qui gagnait du terrain en périphérie, faisant éclore, dans ces zones en devenir, centres commerciaux et entreprises nouvelles. En favorisant cette forme de développement, on a commencé à délaisser le centre des villes. Le constat aujourd'hui est inquiétant, la proportion de magasins vides progresse de manière exponentielle. La France n'est pas la plus touchée par ce phénomène de dévitalisation des villes, l'Allemagne et le Japon le sont davantage. Et les villes les plus touchées sont de taille moyenne.

Economie sociale et solidaire

• Synthèse sur le changement d'échelle et la maximisation de l'impact des entreprises sociales. Politiques d'entrepreneuriat social.

Commission européenne ; OCDE. Septembre 2016. 24 p. @

Les entreprises sociales contribuent à la résolution de nombreux problèmes sociaux actuels, notamment la pauvreté, l'exclusion sociale et le chômage, et aident en outre à combler les lacunes dans la prestation des services d'intérêt général. Partant du constat que les entreprises sociales apportent une valeur qui profite aux communautés locales et à la société dans son ensemble, les décideurs actuels ont tout intérêt à maximiser leur impact social. Cette synthèse en décrypte les stratégies mais aussi les difficultés liées aux changements d'échelle.

Education

• Atlas des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage.

Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Septembre 2016. @

En privilégiant une approche territoriale, cet atlas apporte un éclairage original sur le risque de décrochage scolaire, que l'on sait très inégal selon le milieu d'origine et les conditions de vie. Ainsi, l'ouvrage décrit finement la situation de chaque académie en 2011 d'un double point de vue. D'une part, il analyse et cartographie, à l'échelon cantonal, les facteurs susceptibles d'accroître la difficulté scolaire et par voie de conséquence le risque d'abandon précoce d'études, c'est-à-dire avant d'avoir obtenu un diplôme. D'autre part, la fréquence de cet abandon d'études parmi les jeunes fait l'objet d'une représentation à la même échelle cantonale.

• Education : quel "retour sur investissement" ? Guide pour évaluer intelligemment l'impact social d'une action éducative.

Julien Kleszczowski.

"Vers le Haut" Think tank. Publ. septembre 2016. 96 p. @

L'effervescence autour de l'évaluation de l'impact social a conduit à des utilisations très nombreuses de cette expression, correspondant à des significations souvent imprécises. L'auteur revient sur sa définition en distinguant les différentes acceptions et utilisations du terme. A partir de ce panorama, il propose un périmètre de cette notion, permettant ainsi de clarifier pour les opérateurs de l'action sociale et éducative ce qu'est, et ce que n'est pas, l'évaluation de l'impact social.

Egalité - Inégalité

• Inégalités territoriales : un enjeu de la présidentielle ?

Interview de G-F. Dumont et D. Béhar par P. Aiquel.
La Gazette, n° 24-2332, 12 septembre 2016. pp. 6-8.

Selon une note de France Stratégie, les inégalités territoriales seront un enjeu à la présidentielle. Deux géographes, Gérard-François Dumont et Daniel Béhar analysent les constats et les propositions de France Stratégie et les conséquences de la réforme territoriale.

Emploi

• Les contrats aidés dans les zones urbaines sensibles en 2014.

Dares Résultats, n° 046, septembre 2016. 10 p. @

En 2014, 39 700 résidents des zones urbaines sensibles (Zus) de France métropolitaine ont été recrutés ou renouvelés en emploi d'avenir ou en contrat unique d'insertion (CUI), en dehors des ateliers et chantiers d'insertion (ACI). Ces personnes représentent 11 % des bénéficiaires de contrats aidés, en légère hausse par rapport à 2013. Les emplois d'avenir, destinés aux 16-25 ans, sont ciblés sur les résidents des Zus qui représentent 18 % de l'ensemble des personnes embauchées avec ce type de contrat en 2014.

Géographie

• Une géographie sociale. Entre structures et représentations.

Guy Di Méo.

Cybergeo - European Journal of Geography, août 2016. @

La géographie sociale s'efforce de placer les rapports sociaux au cœur du « procès » géographique. La version qui en est donnée par l'auteur propose une méthode d'analyse de la structuration de l'espace tenant compte des vécus individuels. La notion de territorialité permet de résoudre la contradiction apparente engendrée par l'appariement de ces deux approches.

Indicateurs

• Les niveaux de vie en 2014.

J. Argouarc'h ; A. Boiron.

Insee Première, n° 1614, septembre 2016. 4 p. @

En 2014, en France, le niveau de vie médian de la population s'élève à 20 150 euros annuels, soit un montant proche de celui de 2013 en euros constants. Il stagne depuis le début de la crise, en 2008. Après deux années de baisse, les inégalités globales se stabilisent en 2014. Le seuil de pauvreté, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 1 008 euros mensuels. La pauvreté ainsi définie touche 14,1 % de la population, proportion stable par rapport à 2013.

• Urban Europe - Statistics on cities, towns and suburbs. Edition 2016.

Eurostat. Septembre 2016. 286 p. [en anglais] @

Cette publication se décompose en deux parties : la première traite de sujets relatifs à la ville et aux développements urbains, tandis que la seconde se concentre sur les populations des villes et la vie qu'elles y mènent. Au total, ce document comprend 12 chapitres principaux couvrant le paradoxe urbain, les schémas de développement urbain et citadin, la domination des villes capitales, les villes intelligentes, les villes vertes, le tourisme et la culture dans les villes, le travail et l'emploi, le logement, les citadins nés à l'étranger, la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que la satisfaction et la qualité de vie.

Innovation

• Les pôles de compétitivité. Leur apport pour les politiques du ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM).

CGEDD ; B. Depresle ; E. Dupont-Kerlan ; G. Lehoux et al.

Juillet 2016 (*Publication, septembre 2016*). 102 p.

(Rapport n° 010561-01) @

La mission rappelle que la politique des pôles est interministérielle et que les enjeux de transition énergétique et écologique sont aussi importants que ceux de politique industrielle. Elle recommande de conserver la diversité des pôles et de faire prévaloir une dynamique de coopération sur une logique de catégorisation entre des pôles nationaux et des pôles régionaux. Après avoir examiné plusieurs scénarios, la mission privilégie un scénario, qui au lieu de distinguer des pôles nationaux et des pôles régionaux, favorise un fonctionnement moderne en réseaux sur des thèmes tels que la mer, le bâtiment durable, l'énergie, les transports et les écotechnologies.

Jeunesse

• La place des filles dans les juniors associations. Rapports d'étude en ligne n° 2016-04.

F. Poisson ; E. Porte – Injep / EHESP

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) – Comd. RNJA. Sept. 2016. 59 p. @

Ce rapport d'étude contribue à mieux appréhender le dispositif dans son fonctionnement actuel, sous l'angle de la mixité et de prise de responsabilités des jeunes filles. Il part d'un constat – les filles s'emparent moins du dispositif des juniors associations que les garçons – et essaie de comprendre ce déséquilibre en interrogeant à la fois la structuration du réseau (territoire, activité, âge, nombre de membres, etc.), les modes d'organisation des jeunes et le rôle des adultes accompagnateurs.

• Exploring the diversity of NEETs.

M. Mascherini, S. Ledermaier – UE Eurofound

European foundation for the improvement of living and working conditions. Juillet 2016. 72 p. [en anglais] @

Ils ont entre 15 et 29 ans, ne se trouvent dans aucune formation initiale ou professionnelle et n'occupent pas d'emploi. Dans le jargon européen, on les appelle les NEETs (Not in employment, education or training). Outre ces quelques caractéristiques générales, les NEET recouvrent aujourd'hui une complexité nouvelle que les politiques publiques, notamment européennes, peinent à appréhender. Une étude publiée par Eurofound en dresse une nouvelle cartographie.

Logement

• Mobilité résidentielle et crise du logement.

Jean-Claude Drian - Université Paris-Est / Lab'Urba.

Politique du logement : analyse et débat. Sept 2016. @

La crise du logement en France fait débat. Entre les analyses du mal-logement notamment menées par la Fondation Abbé-Pierre qui alertent chaque année les pouvoirs publics sur l'urgence d'agir et les approches statistiques nationales qui montrent à la fois que les habitants de la France n'ont jamais été aussi bien logés et que le rythme de la construction est l'un des plus élevés d'Europe, le citoyen et les acteurs politiques sont face à un apparent paradoxe. C'est que, dans un cas comme dans l'autre, on est confronté à des analyses partielles qui peinent à rendre compte des éventuelles difficultés des ménages à changer leur situation en matière de logements et à l'évolution de ces difficultés.

• Etat d'avancement du programme national pour la rénovation urbaine.

Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru).
Septembre 2016. 10 p. @

Au sommaire : état d'avancement des dossiers ; opérations liées au logement ; répartition des conventions signées ; liste des projets et avenants passés en Comité d'engagement.

Parc naturel régional

• Zonage environnemental et développement urbain : les parcs naturels régionaux en France.

Julien Salanié ; Thomas Coisson.
Éditions OCDE, 2016. 45 p. @

Les résultats de cette analyse empirique montrent que les PNR ont des impacts limités à long terme sur le développement urbain, mesuré par l'augmentation du nombre d'unités d'habitations ou d'habitants. Leurs effets à court terme sur le nombre de permis de construire et l'offre de logements ne sont pas non plus significatifs. Enfin, les PNR n'ont, dans l'ensemble, pas permis de prévenir la conversion de terres non mises en valeur en terrains urbains. Les résultats de l'analyse montrent que les PNR ont des effets hétérogènes sur le développement urbain dans les aires réglementées.

Planification

• Schéma directeur IDF 2030 : comment traduire des enjeux régionaux en orientations réglementaires ?

A. Cocquière ; M. Naudin-Adam - IAU-IDF.
Note rapide, n° 724, août 2016. 4 p. @

Le schéma directeur IDF 2030, support d'un projet de territoire, est un document qui s'inscrit dans la hiérarchie des normes d'urbanisme. Parmi les différents fascicules qui le composent, les « orientations réglementaires » constituent le volet prescriptif du schéma à travers trois grands thèmes : relier-structurer, polariser-équilibrer, préserver-valoriser.

Prévention - Sécurité

• Auditions dans le cadre de la Mission d'information sur l'avenir de la prévention spécialisée. [Vidéo]

Assemblée nationale - Commission des Affaires sociales.
5, 7 et 8 septembre 2016. @

Auditions : ADF ; AMF ; Jean-Benoît Dujol, délégué interministériel à la Jeunesse ; Chantal Rimbault, présidente de l'ANDEF ; Laurent Mucchielli, directeur de l'Observatoire régional de la délinquance et des contextes sociaux ; François Chobeaux, réseau national "Jeunes en errance" ; David Rybolowicz, CEMEA ; Samai Darani, UNIOPSS ; Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale ; Isabelle Grimault, sous-directrice de l'enfance et de la famille au ministère des Affaires sociales et de la Santé.

• Premiers éléments d'analyse sur le sentiment de sécurité dans les transports en commun.

H. d'Arbois de Jubainville ; C. Vanier - Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.
La Note de l'ONDRP, n° 6, juillet 2016. 4 p. @

Entre 2009 et 2013, les enquêtes Cadre de vie et sécurité de l'ONDRP ont permis d'interroger plus de 52 000 individus de 14 ans et plus sur

leur sentiment de sécurité dans les transports en commun. Cet échantillon est représentatif des individus déclarant avoir utilisé les transports en commun au cours des 24 mois précédant l'enquête. De manière générale, la majorité de ces usagers déclarent se sentir "toujours" en sécurité dans les transports en commun (54 %). Moins d'un tiers d'entre eux sont « la plupart du temps » en sécurité (29 %), tandis que 16 % ne se considèrent que « parfois » ou « jamais » en sécurité.

Santé

• Faire de la démocratie en santé un pilier de la gouvernance en santé, pour un système de santé plus efficient. Avis adopté à l'unanimité lors de l'assemblée plénière du 6 juillet 2016.

Ministère des Affaires sociales et de la Santé - Conférence de la santé (CNS). Juillet 2016. 20 p.

Au sommaire : quel rôle pour la démocratie en santé ; mettre la santé en débat ; renforcer la démocratie participative aux côtés de la démocratie représentative et de la démocratie sociale ; conforter les instances de la démocratie en santé.

Urbain

• Villes de France. Cinq types de dynamique urbaine.

Gilbert Emont ; Soazig Dumont.
Population & Avenir, n° 729, sept.-oct. 2016. pp. 4-7.

La France métropolitaine compte une cinquantaine de villes de plus de 100 000 habitants. Ont-elles en conséquence de leur peuplement une attractivité semblable ? La réponse est négative. L'analyse d'une trentaine de variables permet en effet de distinguer cinq types de dynamique urbaine. Les différences de nature des villes sont bien mises en évidence par l'évolution de leur marché du logement

• Agences d'urbanisme et stratégies territoriales en relais des politiques de l'Etat.

Fédération nationale des agences d'urbanisme.
Les dossiers de la FNAU, n° 39, septembre 2016. 32 p. @

Ce nouveau dossier de la FNAU met en valeur les partenariats existants entre agences d'urbanisme et services de l'État en s'appuyant sur une enquête qualitative menée en 2015 auprès des services déconcentrés de l'État et des agences d'urbanisme. Au sommaire : nouveaux territoires, nouveaux enjeux (grandes régions, métropoles, périurbain, ...) ; comprendre et appréhender les territoires ; vers des villes durables (planification, foncier, espaces publics, politique de la ville).

• Déclin des banlieues : un phénomène victime de la ville compacte - l'exemple d'Osaka, Japon.

Le Quatre pages du Puca, n° 33, septembre 2016. 4 p. @

« Le cas du Japon montre que le déclin périurbain ne présente pas que des opportunités, comme celle de réduire l'artificialisation des sols. L'adoption par les pouvoirs urbains de la rhétorique de la ville compacte légitime une rationalisation des investissements en direction des territoires performants, et en filigrane, c'est le délaissement des banlieues sans atouts touristiques ou récréatifs qui est admis. Il importe donc que les politiques de compacité urbaine intègrent mieux la banlieue à leurs perspectives pour éviter la hausse du nombre de ménages isolés, pour préserver une agriculture locale et coopérative, pour le secteur du tourisme et des loisirs. »

• Cities of opportunity. 7 report.

Cabinet PWC. Septembre 2016. 108 p. @

Le classement 2016 Cities of opportunity place Paris à la quatrième place des villes les plus attractives au monde. Elle gagne même deux places par rapport aux résultats de 2014. Dans le détail, Paris se classe dans le top 10 dans neuf des 10 catégories prises en compte pour établir ce classement, comme le développement durable, l'innovation, le contexte favorable aux affaires... Seule catégorie dans laquelle Paris ne semble pas briller : le coût de la vie.

Union européenne

• **Facts and figures rural development in the european Union.**

Conférence européenne sur le développement rural de Cork, 5-6 septembre 2016

Commission européenne. 15 p. @

Parmi les objectifs fixés par cette déclaration figurent notamment le soutien au développement d'activités liées aux économies circulaire, verte et "décarbonée", la nécessité de lutter contre les inégalités entre les espaces ruraux et urbains, en particulier en matière de fracture numérique, la gestion durable des ressources naturelles, et l'intégration des espaces ruraux à l'économie de la connaissance.

• **Sur une stratégie de l'Union européenne pour la région alpine.**

Parlement européen, Commission du développement régional, Mercedes Bresso (Rapporteur) ; 7 juillet 2016, 48 p. (Rapport A8-0226/2016) @

Outils

• **Conseils de développement : mettre en œuvre la loi sur le terrain. Vademecum.**

Coordination nationale des conseils de développement. Août 2016. 9 p. @

La Coordination nationale des Conseils de développement souhaite accompagner les élus, services et plus généralement les acteurs locaux, dans la mise en œuvre des dispositions des lois NOTRe et MAPTAM relatives aux Conseils de développement. En s'appuyant sur la diversité des expériences acquises, le présent document apporte des recommandations ou suggestions sur les missions, la mise en place, l'organisation et l'accompagnement des Conseils de développement, à adapter au contexte spécifique à chaque territoire.

• **Conseils citoyens : une nouvelle participation volontaire ? Un nouveau modèle de la participation des habitants ? @**

Le centre de ressources politique de la ville Ressources & territoires vient de publier un dossier documentaire numérique de 40 pages consacré aux conseils citoyens. Au sommaire : approches de la participation, rappel de la loi et du cadre de référence des conseils, mémento de leur installation, FAQ, zoom sur Midi-Pyrénées.

Actualité législative et parlementaire

• Décret n° 2016-1208 du 8 sept. 2016 modifiant le décret n° 2004-69 du 16 janvier 2004 relatif à la délimitation des massifs. @

• Décret n° 2016-1206 du 7 sept. 2016 relatif au Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie. @

• Instruction CGET du 1er sept. 2016 relative à l'aide complémentaire pour des projets de plateformes de mobilité dans le cadre des crédits du programme 147 "Politique de la ville". @

Focus Territoires

Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes

• **Bordeaux, Angoulême 2025. Exercice de prospective stratégique.** @
A-URBA. Août 2016. 52 p.

• **Le Marais poitevin : État des lieux actualisé des actions menées à la suite du plan gouvernemental 2003-2013 et orientations.** @
CGEDD. H. Ayphassorho ; G. Caude ; C. Etaix.
Septembre 2016. 236 p.

Auvergne-Rhône-Alpes

• **Action publique locale pour l'égalité femmes-hommes : Grenoble-Alpes métropole et les communes s'engageant sur le territoire.** @
Grenoble-Alpes Métropole. 2e trim. 2016. 20 p.

Bourgogne - Franche-Comté

• **Inégalités environnementales, sociales et territoriales : des enjeux interdépendants nécessitant une approche globale. Actes de séminaire.** @
Alterre Bourgogne ; Ademe ; Dreal Bourgogne-Franche-Comté. Septembre 2016. 52 p.

En complément aux actes, trois vidéos sont disponibles :

> **Quelle égalité ? Quelle justice voulons-nous ?**
Interview de Patrick Savidan. (5:33).

> **Moins d'inégalités pour un monde vivable.**
Interview de Marie Duru-Bellat. (5:40)

> **Inégalités environnementales et bien-être territorial en France.**
Interview d'Elloi Laurent. (5:51).

Bretagne

• **Rennes, paysage d'une métropole. Actes de séminaire.** @
Association des paysagistes-conseils de l'Etat. 9/2016. 36 p.

Centre-Val de Loire

• **Les conventions d'équilibre territorial : restitution de la 6e rencontre du cycle « Habitat, cadre de vie et gestion urbaine de proximité », le 31 mars 2016 à Tours.** @
Centre de ressources Villes au carré ;
Union sociale pour l'habitat (USH). Juillet 2016. 12 p.

Grand Est

• **Une croissance de l'emploi localisée en périphérie des plus grands pôles urbains.** @
Insee Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine ; A. Isel ;
C. Kuhn. *Insee - Analyses*, n° 19, 8/2016. 4 p.

Île-de-France - Grand Paris

• **Les étudiants dans la Métropole du Grand Paris. Premiers éléments.** @
S. Renouve ; M. Molinier - Atelier parisien d'urbanisme (Apur).
Note, n° 109. Août 2016. 12 p.

• **Les réseaux commerciaux poursuivent leur développement à Paris.** @
Atelier parisien d'urbanisme (Apur).
Note, n° 108. Août 2016. 8 p.

Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées

• **Accessibilité des services au public dans l'Hérault. Un accès rapide mais avec des disparités territoriales.** @
Insee Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ; L. Barnaud.
Insee - Analyses, n° 27, 9/2016. 4 p.

• **Le développement économique urbain et la politique de la ville (Languedoc-Roussillon).** @
Ville et territoires / Caisse des dépôts. sept. 2016. 34 p.

Pays de la Loire

• **Portrait des industries culturelles et créatives en Pays de la Loire.** @
Agence d'urbanisme de la région nantaise (AURAN).
Synthèse, n° 3, septembre 2016. 8 p.

• **En dehors des villes, des territoires plus dynamiques que dans les autres régions.** @
Insee Pays de la Loire ; L. Hamzaoui.
Insee - Flash, n° 48, 9/2016. 2 p.